

D 831 BRESIL: LE PROJET CARAJÁS

On croit rêver: 18 milliards de tonnes de minerai de fer - un milliard de tonnes de minerai de cuivre - 2,4 milliards de tonnes de bauxite - 60 millions de tonnes de minerai de manganèse - 47 millions de tonnes de minerai de nickel... Telle est l'ampleur du projet en cours de réalisation, connu sous le nom de "Programme Grand Carajás". Située à 550 km au sud-ouest de Belém, sur l'embouchure de l'Amazone, la zone appelée "Serra dos Carajás" est devenue depuis moins de dix ans l'objet d'une attention prioritaire. Le "Programme Grand Carajás" recouvre une région de 1 million de km², englobant le barrage hydro-électrique de Tucuruí en cours d'achèvement, la création d'une voie ferrée de 900 km pour rejoindre le port de São Luis, le lancement d'un pont de 2,3 km sur le fleuve Tocantins, sans parler des routes et des zones industrielles correspondantes. Un premier investissement de 1,2 milliard de dollars est en cours de concrétisation (30 milliards de dollars sont prévus jusqu'en 1990). Le site est en principe opérationnel dès 1985.

Avec deux décrets-lois successifs - n° 1813 du 24 novembre 1980, et n° 1825 du 22 décembre 1980 - le gouvernement brésilien accorde des facilités fiscales et des ressources financières aux entreprises désirant s'implanter avant 1985 dans le cadre du projet Carajás.

On comprend mieux, en fonction de ces quelques données, l'ampleur et la signification de la spéculation foncière dans les "environs", en particulier dans la région de Marabá, Etat du Pará, et dans celle du Bico-do-Papagaio, Etat de Goiás. La cause des petits paysans spoliés de leurs terres apparaît bien compromise... (Cf. DIAL D 789, 812 et 824).

L'hebdomadaire "O São Paulo" du 7-13/1/1983 a posé quelques questions sur le "Programme Grand Carajás", respectivement à M. Oziel Carneiro qui était encore récemment le secrétaire exécutif du Conseil interministériel du Programme Grand Carajás, et à Mgr Alano Pena qui est l'évêque de Marabá, en plein coeur du projet. Les réponses, reçues de façon indépendante, ont été rapprochées pour les besoins de l'article. Ci-dessous, les deux points de vue sur le projet Carajás.

Note DIAL

Question 1 - Avec tous les projets prévus, en particulier le Programme Grand Carajás, quelles transformations vont se produire dans l'axe de l'Araguaia et du Tocantins? Comment voyez-vous l'avenir de cette région?

M. Oziel Carneiro - C'est avec beaucoup de réalisme qu'on peut entrevoir le cadre prometteur des transformations quantitatives et qualitatives qui vont se produire, à moyen et à long terme, non seulement dans la vallée du Tocantins mais aussi dans toute l'Amazonie orientale, en raison des efforts qui sont et seront déployés dans la région.

Pour ce qui concerne les opérations du gouvernement fédéral, dans le domaine des infrastructures, il faut signaler: le barrage hydro-électrique de Tucuruí (le 4^e du monde en importance); les écluses adjacentes au barrage de Tucuruí, ainsi que celles qui permettront d'augmenter la navigabilité des fleuves Tocantins et Araguaia; le port de Vila do Conde; les districts industriels de Barcarena, Tucuruí, Marabá, Serra dos Carajás et Imperatriz. Les mesures pour une telle implantation sont déjà en train de se concrétiser; ainsi de la voie ferrée Carajás A - São Luís, avec la construction de certains ouvrages d'art comme le pont routier sur le fleuve Tocantins (déjà contracté) d'une longueur de 2.300 mètres. Tout cela sans parler de l'ouverture de routes, de chemins vicinaux, de goudronnage et d'amélioration des routes existantes, de l'implantation ou du renforcement des réseaux de transport de l'énergie électrique, de la construction d'embarcadères le long du tronçon fluvial Marabá-Barcarena.

Je crois sincèrement que l'initiative privée est déjà en état d'estimer ses possibilités en investissements productifs pour la région dans plusieurs secteurs d'activités, en particulier l'industrie minière et métallurgique, l'exploitation forestière, etc. On peut prévoir que toute cette infrastructure des échanges et du transport de l'énergie, ajoutée aux investissements dans le domaine des communications, de la santé, de l'hygiène, de l'éducation et de l'habitat, entre autres choses, va enclencher un vaste processus de développement de la région Araguaia-Tocantins, en particulier dans la zone de l'Etat du Pará où est implanté le Programme Grand Carajás.

Toutes ces réalisations - relevant de l'initiative du gouvernement fédéral, par le biais des organismes placés sous son administration directe ou indirecte - profitent ou profiteront largement aux Etats de Goiás, du Maranhão et, plus particulièrement, du Pará. La voie ferrée, par exemple, sera implantée pour plus d'un tiers de sa longueur sur le territoire du Pará, sans oublier l'ouvrage d'art le plus important qu'est le pont sur le Tocantins, à Marabá. Il est donc permis d'affirmer que de profondes modifications, quantitatives et qualitatives, sont déjà en train de se produire dans la région sur le plan social et économique.

Dans les environs de Serra dos Carajás, d'après le rapport qui m'a été remis pour le mois de septembre, on compte quelque 4.000 personnes travaillant sur les chantiers des gisements. A Tucuruí, il y a plus de 26.000 ouvriers; la vieille ville d'Alcobaça, qui avait une population de l'ordre 4.000 habitants, a atteint plus de 50.000 habitants pour l'aire urbaine (ville nouvelle et siège).

En ce qui concerne les futurs projets industriels, nous pouvons dès maintenant dire que les nombreux signes d'intérêt qui nous ont été donnés sont de bon augure pour la région de l'Araguaia-Tocantins: celle-ci pourra, dans un avenir relativement proche, devenir un pôle industriel significatif.

Il y a également des possibilités d'implantation d'usines de fonte spéciale et d'acier au manganèse dans le district industriel de Marabá. De nombreuses industries annexes et de transformation du bois deviendront opérationnelles vers le milieu de la décennie actuelle, lesquelles seront surtout concentrées dans la zone voisine de Tucuruí. Les grandes usines métallurgiques seront de grosses consommatrices de charbon végétal, ce qui donnera des possibilités de marché aux petits et moyens exploitants investissant dans la production de ce type d'énergie. La construction de la voie ferrée suppose un besoin considérable en traverses, qui proviendront de la région comme cela s'est déjà produit pour l'acquisition des premières 400.000 traverses.

Aux côtés du complexe industriel d'alumine et d'aluminium à implanter dans le district industriel de Barcarena, il faudra également installer des usines de soude caustique, de chlore, de vinyle, de coke, et autres. En conséquence de l'implantation d'usines de transformations les plus variées, on peut espérer un développement dans les matériaux de construction et dans le génie civil; le résultat en sera une augmentation notable de la demande en main d'oeuvre au plan régional.

Tous ces projets, venant s'ajouter à ceux concernant les exploitations rurales, forestières et agro-industrielles, marqueront nécessairement le début d'une nouvelle ère pour la région, avec l'augmentation conséquente du produit intérieur régional, et une élévation substantielle du revenu par capita. Cela débouchera évidemment sur de meilleures conditions d'existence et de bien-être social pour l'ensemble de la population, en accord avec les exigences de la dignité humaine.

Mgr Alano - A en juger par les textes relatifs au Programme Grand Carajás, la principale transformation qui devrait se produire dans la région de l'Araguaia-Tocantins, consisterait dans le passage d'une réalité essentiellement agricole, aux productions primaires et avec un élevage encore peu développé, à une réalité industrielle et sidérurgique complétée par de grands investissements dans l'agropastoral.

On peut s'attendre, dans cette perspective, à un avenir complexe pour la région, avec une "enflure" rapide - et avec ses conséquences sociales difficiles - des principaux centres urbains comme Marabá, Conceição do Araguaia et Imperatriz. L'ouverture de chantiers à Serra Norte permet déjà de noter l'apparition de nouveaux centres de peuplement, comme le Km 30 et quelques autres, le long de la route Marabá-Serra Norte.

On peut aussi prévoir une situation très difficile pour la survie de deux tribus indiennes, les Suruí et les Xikrin, qui vivent dans la région et dont les réserves subiront sans aucun doute les conséquences du désenclavement de la région.

On peut considérer comme probable le départ des petits paysans de la région; attirés par les salaires fixes dans les sociétés intéressées à la réalisation du projet, et fatigués des luttes pour se fixer à la terre et la posséder réellement, ils préféreront le travail rémunéré sans en mesurer les conséquences à long terme. On parle déjà de la diminution des emplois de l'ordre de 70 % à la fin des chantiers d'infrastructure de l'exploitation minière.

Tels sont quelques-uns des aspects que je retiens pour le moment.

Question 2 - A votre avis, la perspective globale du Programme Grand Carajás va-t-elle dans le sens des intérêts de la nation et est-elle utile au développement régional? Estimez-vous indispensables la participation étrangère et l'orientation de la production vers les marchés extérieurs?

M. Oziel Carneiro - Je pense que le programme a été, comme il ne pouvait en être autrement, conçu dans la seule perspective d'un intérêt national envisagé au sens large et sans restrictions.

Un simple regard sur quelques-uns des principes contenus dans la résolution n° 1 du conseil interministériel permet en soi de constater que le programme a toujours pour visée des projets industriels répondant, isolément ou par complémentarité, à des critères accordés à l'intérêt national. On peut citer:

- la contribution aux exportations, chaque fois que possible, d'une part accrue du travail national;
- l'absorption de ressources extérieures doit se faire avec le moins d'impact possible sur la balance des paiements;
- dans les cas d'acceptation d'entreprises sous contrôle étranger, on donnera la priorité au projet financier accordant le plus de place au capital de risque;
- la priorité accordée aux entreprises utilisant le plus fort pourcentage en machines et équipements de fabrication nationale, ou mettant en oeuvre des programmes approuvés de nationalisation;
- les entreprises doivent répondre à l'impératif de l'économie de devises et des économies possibles d'énergie;
- les projets doivent, quantitativement et le plus possible, privilégier la main d'oeuvre locale;
- il doit y avoir compatibilité entre les mécanismes de production et la conservation des ressources naturelles ainsi que la protection du milieu ambiant.

Par ailleurs, ainsi qu'il a déjà été dit, on s'attend à ce que le programme ait pour effet le développement de la région, la croissance substantielle de son produit intérieur, l'augmentation du revenu individuel et une amélioration significative des conditions sociales de la population.

Les projets adoptés pour l'heure par le conseil interministériel - "Ferro Carajás", "Alunorte" et "Albrás" - vont se traduire en commandes à l'industrie nationale de machines et d'équipements pour un montant de 1,2 milliard de dollars, sans compter les contrats induits au niveau des entreprises d'ingénierie et des services en général.

Il ne faut pas perdre de vue que ces grands chantiers vont exercer un effet multiplicateur extraordinaire, avec des incidences positives sur la petite et moyenne entreprise, laquelle deviendra sans aucun doute le ressort principal du développement régional.

Quant à la participation du capital étranger, je pense qu'elle n'est pas indispensable. Je la considère comme seulement nécessaire dans certains cas. Son acceptation se fera dans le cadre de la législation en vigueur, et nécessairement en fonction des intérêts nationaux.

Sur la destination d'une part de la production vers les marchés extérieurs je suis pleinement convaincu que c'est là aussi un choix conforme aux conditions actuelles de l'économie nationale, surtout si nous tenons compte du fait que le Brésil a besoin de produire des devises pour répondre à nos besoins les plus pressants en importations (le pétrole en particulier), et pour couvrir les remboursements prévus au titre du service de notre dette extérieure (amortissements et intérêts). Sur ce point, il faut se rappeler que la politique économique aujourd'hui mise en œuvre est passablement conditionnée par le déséquilibre de la balance des paiements; c'est dans le cadre des exportations que celle-ci, dans le cas du Brésil, trouve sa source exclusive de recettes en devises.

C'est la raison pour laquelle une interruption éventuelle du flux de nos importations, déjà sélectionnées, provoquerait inévitablement une aggravation du marché intérieur de l'emploi, avec tous les effets négatifs que cela supposerait au plan social; il est impératif d'éviter cela à tout prix, si l'on veut rendre possible l'existence d'un climat de tranquillité et l'ouverture démocratique que connaît le pays, grâce aux efforts personnels du président Figueiredo.

Mgr Alano - Bien que profane en la matière, mais sur la base des informations, des débats et des lectures concernant le Programme Grand Carajás, il ne m'apparaît pas que le projet réponde aux intérêts nationaux, dans une perspective de développement équilibré et intégré. L'importance de la participation étrangère est d'un ordre tel qu'on en vient à se demander désormais jusqu'à quel point le pays conserve son autonomie dans le domaine des investissements de ce type, ou jusqu'à quel point il fait déjà partie du système économique transnational, sans savoir comment préserver ses richesses minérales.

Dans cette perspective un développement régional devient factice, apparent, illusoire. Il semble être une réponse pour aujourd'hui quand, en réalité, il annonce de graves problèmes pour demain.

Il est dommage que le projet ne soit pas implanté différemment, avec moins de rapidité et même moins de rentabilité, mais avec une plus grande participation nationale et une destination du produit mieux adaptée aux besoins du pays lui-même.

Question 3 - Ces grandes entreprises sont-elles le meilleur moyen de promouvoir le développement de la région?

M. Oziel Carneiro - Je crois qu'on ne peut concevoir comme économiquement viables des entreprises implantées dans certains secteurs de l'activité économique (industriels principalement) présentant des niveaux de production limités ou insatisfaisants. Dans la plupart des cas, de telles entreprises appellent des investissements d'importance et supposent des types de production passablement complexes et onéreux. C'est le cas des entreprises du secteur minier et de la métallurgie lourde, lesquelles requièrent une haute concentration de capital (un rapport conséquent capital-produit) et ont pour caractéristique des investissements avec amortissement à long terme.

Il ne faut cependant jamais tenir pour acquis que le développement régional se fera sur la seule base des grandes entreprises, mais en coordination avec elles.

La perspective de développement qui est celle du Programme Grand Carajás est basée sur le principe qu'il doit toujours exister une large intégration des activités économiques régionales et interrégionales, qu'elles relèvent

du secteur primaire, secondaire ou tertiaire. Cela signifie qu'on veillera à la fois au maintien et à l'intégration des équilibres appropriés entre les divers secteurs d'activités.

Je pense, ainsi que je l'ai déjà dit, que les grandes entreprises auront un effet inducteur élevé dans la mesure où elles attireront en orbite d'innombrables entreprises qui s'implanteront dans les secteurs les plus variés; et cela, à partir des économies externes mises en place, soit en vertu des efforts gouvernementaux de création d'infrastructures économiques et sociales, soit en raison des avantages de localisation naturellement offerts par la proximité des approvisionnements en matières premières, des autres investissements ou des marchés pour l'écoulement des produits. Dans ce dernier cas se trouvent les entreprises qui, comme les industries de pièces détachées à São Paulo, tendent à s'implanter dans le voisinage des chaînes de montage.

Mgr Alano - Ce que j'ai dit précédemment permet de conclure que ces projets pharaoniques ne sont pas la voie la meilleure pour un développement de la région; la raison en est qu'ils n'intègrent pas les ressources du peuple de la région, lequel peuple est transformé en prolétariat de bas niveau aux salaires absurdes et incroyables.

Question 4 - Comment voyez-vous le problème de l'occupation de la terre dans la région à la suite de ces projets?

M. Oziel Carneiro - C'est un aspect qui a provoqué de nombreuses réflexions et d'innombrables réunions, en raison des problèmes connus qui ont surgi des déficiences dans la structure foncière de la région. Par ailleurs il faut garder toujours présentes à l'esprit les directives du gouvernement Figueiredo; celles-ci vont dans le sens du respect, lors de l'implantation des projets, de l'existence des populations indiennes ou non indiennes; elles préconisent également l'adoption d'une stratégie d'intégration, dans le processus productif du Carajás, du plus grand nombre possible de petites et moyennes entreprises.

Des mesures sont prises par les organismes chargés des problèmes fonciers au niveau fédéral, de façon à ce que la mise en oeuvre du Programme Grand Carajás soit une véritable occasion de paix sociale et non de tensions sociales.

Nous espérons pouvoir prochainement présenter à l'appréciation du conseil interministériel sur Carajás les lignes directrices d'une politique de développement du secteur rural, qui soit le plus possible en accord avec le diagnostic foncier en cours d'élaboration dans les zones indiquées par le secrétariat exécutif, en commun accord avec l'INCRA (1), le GETAT (2) et les organismes d'Etat chargés des questions foncières dans le Pará, le Maranhão et le Goiás.

Mgr Alano - La valorisation de la terre dans cette région, nous savons dans quelles mains elle va se retrouver: les sociétés agropastorales, les entreprises qui spéculent sur la terre, les propriétaires terriens disposant du pouvoir économique. Cela entraînera inexorablement des tensions sociales de plus en plus graves, aux conséquences imprévisibles.

(1) Institut national de colonisation et de réforme agraire (NdT).

(2) Groupe exécutif des terres de l'Araguaia et du Tocantins, organisme militaire dépendant du Conseil national de sécurité (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441